



HAL
open science

D'un ancrage à l'Ouest à de nouvelles opportunités à l'Est, la politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique

Bayram Balci

► **To cite this version:**

Bayram Balci. D'un ancrage à l'Ouest à de nouvelles opportunités à l'Est, la politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique. Les Études du CERI, 2022, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021, 261-262, pp.41-47. 10.25647/etudesduceri.261-262.06 . hal-03845439

HAL Id: hal-03845439

<https://hal.science/hal-03845439>

Submitted on 9 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

D'un ancrage à l'Ouest à de nouvelles opportunités à l'Est, la politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique par Bayram Balci

Cerner la cohérence de la politique extérieure de la Turquie est devenu difficile. Plus que jamais, Ankara oscille entre l'Est et l'Ouest, entre ses alliés traditionnels en Occident et de nouveaux partenaires, plus autoritaires, comme la Russie ou la Chine. Cette absence de cohérence est particulièrement forte dans l'espace postsoviétique. Alors que la Turquie entretient de bonnes relations avec la Russie, elle n'hésite pas à la braver en Ukraine, dans le Caucase et même en Asie centrale. Dès lors, quel sens donner à sa politique dans cet espace et comment la qualifier ?

Asie centrale : politique intégrationniste et relations bilatérales

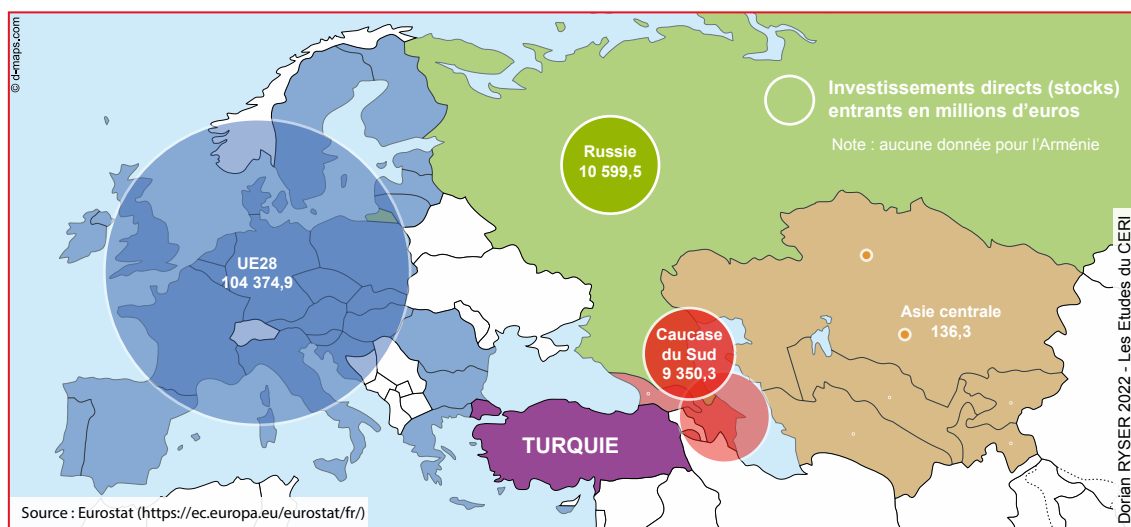
En Asie centrale, la politique turque suit deux logiques qui paraissent antinomiques mais qui en réalité se complètent. Conformément aux vœux de chacun des pays de la région, fiers de leur souveraineté et de leur indépendance, la Turquie privilégie les relations bilatérales. Elle ne renonce pas pour autant à l'approche globale et intégrationniste qu'elle avait adoptée, dans une perspective turquiste, au moment de l'effondrement de l'URSS. En cela, la politique d'Erdoğan n'a guère changé ces dernières années. Dans un premier temps, entre 2003 et 2007, à la fois par proeuropéanisme et solidarité islamique supranationale, Erdoğan a semblé s'intéresser peu à l'Asie centrale et à la turcité. En 2009, il a modifié sa stratégie, donnant une dimension institutionnelle à sa politique à l'égard des pays turcophones du Caucase et d'Asie centrale¹ : avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizstan (accord de Nakhitchevan), il a créé le Conseil turcique, sorte de confédération d'Etats turciques. L'objectif de cette organisation était de promouvoir le développement de relations fraternelles entre ces Etats qui partagent une même langue, et la coordination de leurs politiques économiques et énergétiques mais aussi et surtout culturelles. Cette organisation permettait de les mettre en réseau, sous les auspices de la Turquie.

Cette logique d'intégration a été renforcée par la spectaculaire amélioration des relations entre la Turquie et l'Ouzbékistan. Alors que ce pays était très hostile à toutes les initiatives d'Ankara dans la région et que leurs relations étaient quasiment inexistantes entre 2000 et 2016, le décès du président Karimov et son remplacement par Shavkat Mirziyoyev ont ouvert la voie à l'établissement d'excellentes relations tant personnelles entre les présidents qu'étatiques entre les deux pays. Habituellement méfiant vis-à-vis de toute forme d'intégration (y compris avec la Russie, à l'exception de l'Organisation de coopération de Shanghai), Tachkent a rejoint en 2018 le Conseil turcique².

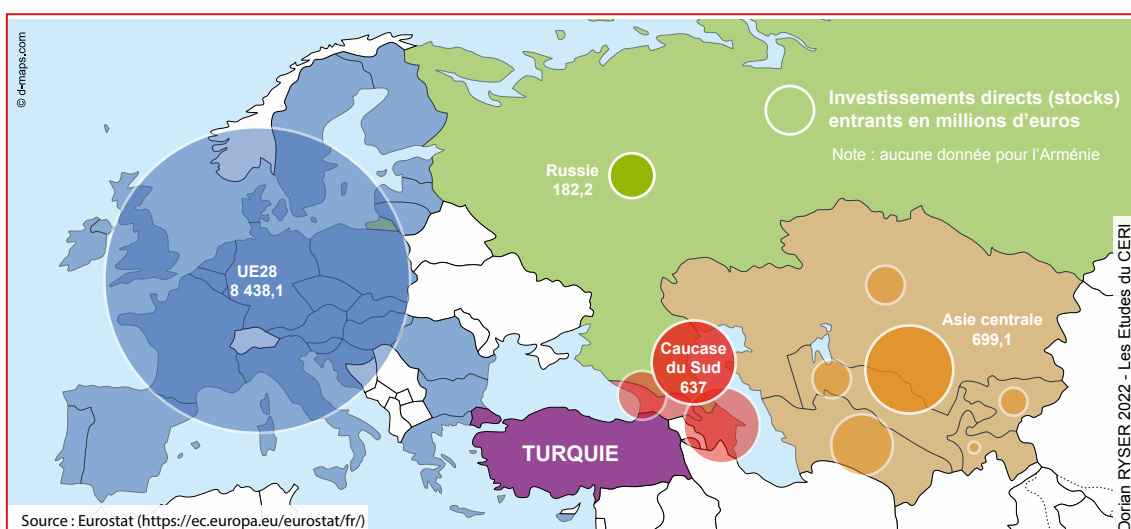
¹ Ogul Tuna, « The Central Asian perspective on Turkey : Does family come first ? », *Dayan Center, Turkeyscope*, Vol. 5, n° 5, sept.-oct. 2021, <https://dayan.org/content/central-asian-perspective-turkey-does-family-come-first>.

² Fuad Shabazov, « How will Erdogan's recent visit to Uzbekistan enhance Turkish-Uzbek cooperation ? », *The Diplomat*, 15 mai 2018, <https://thediplomat.com/2018/05/how-will-erdogans-recent-visit-to-uzbekistan-enhance-turkish-uzbek-cooperation/>.

Carte 5
Turquie : investissements directs entrants en 2017



Carte 6
Turquie : investissements directs sortants en 2017



Grâce à une politique multidimensionnelle, la Turquie d'Erdoğan est aujourd'hui influente dans les cinq Etats de la région : elle entretient des liens politiques par le biais du Conseil turcique, est un partenaire économique important pour la plupart de ces pays, notamment pour le Turkménistan – dont elle est le premier fournisseur³ – et le Kazakhstan. Dans le domaine éducatif et culturel, elle est aussi très active (accueil d'étudiants, présence de plusieurs universités comme celles de Ahmet Yesevi au Kazakhstan et Manas au Kirghizstan)⁴.

³ Voir Direction générale du Trésor, 6 août 2021, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TM/commerce-exterieur-du-turkmenistan-en-2018>.

⁴ Bayram Balci, « Turkey's comeback to Central Asia », *Insight Turkey*, automne 2018, Vol. 20, n° 4, <https://www.insightturkey.com/file/1073/turkeys-comeback-to-central-asia>.

La fin du monopole russe dans le Caucase

Dans le Sud-Caucase, la politique turque est également dynamique, mais elle emprunte d'autres voies. Ankara n'exerce pas une politique déterminée dans cette région, qui est plus segmentée que l'Asie centrale : sa diplomatie l'aborde au cas par cas, avec des logiques conçues pour chacune des trois Républiques qui la composent et qui n'ont pas tous le même intérêt pour elle.

C'est avec l'Azerbaïdjan, avec lequel la Turquie a de nombreux liens de parenté, qu'Ankara entretient les meilleures relations. Depuis que le pays est indépendant, leur entente s'appuie sur leur identité linguistique et ethnique et sur leur rapport à la turcité⁵. Elle s'appuie aussi sur le fait que les deux Etats ont des relations tendues avec l'Arménie à propos du Karabakh et de la question du génocide, et sur leur complémentarité économique. Riche en hydrocarbures, l'Azerbaïdjan est depuis 2020 le premier fournisseur de gaz de la Turquie, devançant la Russie désormais au deuxième rang⁶. Pour la Turquie, puissance industrielle qui importe 95 % de son énergie, la bonne entente avec l'Azerbaïdjan est cruciale, tandis que celui-ci dépend de son voisin pour ses exportations.

Avec l'Arménie, les rapports sont compliqués. Le tracé de leur frontière commune, la question du génocide, leur conflit mémoriel et la question du Karabakh rendent difficile chaque tentative de normalisation de leurs relations. Erdoğan s'est montré plus ouvert que ses prédécesseurs – en 2009 il a entamé un rapprochement avec l'Arménie et en 2013, il a exprimé ses condoléances aux descendants des victimes de la tragédie de 1915 – mais sa politique s'inscrit dans la continuité de la position officielle de l'Etat turc. L'ouverture de 2009 a été un échec – les protocoles alors discutés et signés n'ont pas été ratifiés – et elle a été suivie d'une politique de fermeture et du retour à une ligne plus dure vis-à-vis de l'Arménie, on l'a vu en 2020 lors de la deuxième guerre du Karabakh au cours de laquelle Ankara a soutenu activement la partie azérie au lieu de jouer un rôle de médiateur.

Avec la Géorgie, la Turquie a traditionnellement de bonnes relations qui sont aujourd'hui fondées d'une part sur le souci de contrebalancer ses relations difficiles avec l'Arménie et d'autre part sur un pragmatisme économique. C'est via la Géorgie que la Turquie a accès à l'Azerbaïdjan et donc au monde turc. De plus, la Géorgie est un partenaire économique non négligeable pour les villes frontalières de la Turquie⁷.

La grande nouveauté de la politique turque dans le Caucase ces dernières années, c'est la posture belliqueuse qu'elle a prise en 2020 durant la deuxième guerre du Karabakh. Le soutien apporté par Ankara à Bakou s'inscrit dans la logique de la grande fraternité qui existe entre les deux Etats. Mais jusque-là, la Turquie avait toujours limité son appui à son allié à la sphère politique et diplomatique. En maintenant fermée sa frontière avec l'Arménie pour la contraindre

⁵ Rovshan Mammadli, « Are Azerbaijan and Turkey moving towards "one nation, one state" ? », mars 2021, <https://oc-media.org/opinions/opinion-are-azerbaijan-and-turkey-moving-towards-one-nation-one-state/>.

⁶ <https://tr.euronews.com/2020/06/02/azerbaycan-n-turkiye-ye-dogal-gaz-sevk-yat-nda-liderligi-nen-anlam-tas-yor-uzmanlar-yorumlu>.

⁷ Gönül Tol, « As Turkey-Russia ties warm, will Georgia be left out in the cold ? », *Middle East Institute*, 4 février 2020, <https://www.mei.edu/publications/turkey-russia-ties-warm-will-georgia-be-left-out-cold>.

à faire des concessions sur la question du Karabakh, elle était restée à l'écart de l'option militaire. Elle a changé d'attitude lors de la dernière guerre du Karabakh, qui a duré quarante-quatre jours⁸. Outre l'encadrement des forces azerbaïdjanaises et divers conseils militaires donnés par l'armée turque à l'état-major de l'armée azerbaïdjanaise, elle a apporté à son allié une assistance militaire intense, lui livrant des armes, notamment des drones qui ont joué un rôle crucial dans la victoire de l'armée azerbaïdjanaise sur la partie arménienne. Plusieurs raisons expliquent ce changement de politique. La première est que la Turquie est désormais dirigée par une coalition en partie nationaliste, avec la présence au gouvernement d'un parti politique, le Milliyetçi Hareket Partisi (Parti de l'action nationaliste) qui a toujours été favorable à une plus grande solidarité, y compris militaire avec l'Azerbaïdjan. La deuxième est le sentiment dominant à Bakou comme à Ankara que trois décennies de tentatives diplomatiques conduites surtout par les pays occidentaux, dans le cadre du groupe de Minsk, n'avaient en rien mis fin aux injustices dont sont victimes les Azerbaïdjanais et que plus le temps passait, plus le retour des territoires occupés semblait impossible par la négociation. La troisième est que, isolée dans son environnement régional, confrontée à la Russie en Syrie et en Libye, la Turquie a utilisé le Karabakh pour accroître sa marge de manœuvre dans ces régions et dans sa rivalité avec la Russie. En aidant l'Azerbaïdjan à gagner la guerre, la Turquie a amélioré ses positions vis-à-vis de la Russie dans d'autres régions du monde, y compris en Ukraine.

Un difficile jeu d'équilibre dans l'imbroglie russo-ukrainien

La politique d'Erdoğan à l'égard de la Russie et de l'Ukraine, marquée par un rapprochement avec les deux Etats, peut paraître paradoxale étant donné la profonde crise qui oppose Kiev et Moscou. Or l'analyse des récentes initiatives turques montre que la Turquie a une stratégie cohérente qui lui permet de mieux faire face à son isolement sur la scène internationale.

Du temps des empires, Russes et Ottomans s'affrontaient régulièrement dans les Balkans, en mer Noire et dans le Caucase. Durant la période soviétique, les guerres avaient cessé mais la rivalité entre les deux Etats, membres de deux blocs opposés, avait perduré. La fin de la guerre froide et l'évolution des risques sécuritaires et des liens entre la Turquie et l'Occident ont débouché sur un spectaculaire rapprochement entre la Turquie et la Russie. Avec Erdoğan, sous l'effet de sa politique économique pragmatique, ce rapprochement s'est accentué, y compris dans le secteur militaire, ce qui est inédit dans l'histoire entre les deux pays. Alors qu'elle est membre de l'OTAN et, à ce titre, tenue de respecter des engagements précis, en dépit de la forte hostilité de ses partenaires de l'Alliance, plus particulièrement des Etats Unis, la Turquie a acheté à la Russie des missiles antiaériens S-400. Deux grandes raisons expliquent la décision de la Turquie de nouer une coopération militaire avec la Russie, au détriment de l'Occident en principe allié de la Turquie⁹.

⁸ Hakan Yavuz, Vasif Huseynov, « The second Karabakh war : Russia vs. Turkey? », *Middle East Policy*, février 2021, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/mepo.12529>.

⁹ Cemil Doğan İpek, Mehmet Çağatay Güler, « Turkey and Russia in Syrian war : Hostile friendship », *Security and Defence Quarterly*, Vol. 35, n° 3, 2021, pp. 77-92, <https://securityanddefence.pl/Turkey-and-Russia-in-Syrian-war-Hostile-friendship,138949,0,2.html>.

La première est liée à la guerre en Syrie, théâtre qui permet de comprendre le grand changement intervenu dans la politique extérieure turque ces dernières années. Initialement la Turquie, les Etats Unis et la plupart des pays européens avaient la même position dans le conflit syrien, ils menaient une action commune pour le départ de Bachar el-Assad. L'évolution des rapports de forces en Syrie a provoqué des divergences entre Ankara et ses partenaires occidentaux. L'aggravation du conflit, l'émergence de Daesh et le renforcement du mouvement national kurde en Syrie ont poussé les Occidentaux à s'appuyer sur les milices kurdes pour éliminer la menace de Daesh. Le problème est que cette alliance a plus ou moins indirectement bénéficié au PKK qui s'est renforcé dans sa lutte contre la Turquie. A la faveur de la guerre, cette mouvance s'est dotée en Syrie d'une base de repli sous protection occidentale. Alors que les positions turque et russe étaient opposées en Syrie (et qu'elles le sont toujours), cette situation a conduit Ankara à se rapprocher, y compris dans le secteur militaire, de la Russie. Réagissant au soutien de ses alliés occidentaux aux milices kurdes en Syrie et à l'impossibilité de trouver un accord pour se doter de missiles Patriot de fabrication occidentale, la Turquie a conclu avec la Russie un accord sur l'acquisition de S-400. Par ailleurs, lorsque la Turquie a estimé qu'elle devait impérativement intervenir en Syrie pour stopper la menace du PKK contre elle, c'est la Russie qui lui a ouvert les frontières aériennes de la Syrie, alors que les Occidentaux étaient hostiles à l'entrée de la Turquie en Syrie à cette fin.

Des raisons de politique intérieure sont aussi à l'origine de la crise dans la relation entre la Turquie et ses partenaires occidentaux, crise dont la Russie a tiré parti en bâtissant une nouvelle relation avec Ankara et en semant ainsi la zizanie dans la famille otomanienne. Pendant et après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, alors que la plupart des pays occidentaux sont restés initialement silencieux, la Russie a immédiatement condamné le putsch et explicitement assuré le gouvernement d'Erdoğan de son soutien¹⁰.

Ainsi, après avoir éprouvé de fortes déceptions de la part de ses alliés occidentaux traditionnels, en politique intérieure et extérieure, la Turquie s'en est éloignée pour se rapprocher de la Russie. Peut-on pour autant affirmer que Moscou a noué avec Ankara un partenariat solide et durable ? Etant donné les nombreux points de divergence entre les deux pays, la réponse à cette question semble être négative. Dans les conflits en cours en Syrie, en Libye et dans le Karabakh, la Turquie et la Russie ont des positions complètement divergentes. La question kurde, cruciale pour la sécurité nationale de la Turquie selon ses dirigeants, apparaît particulièrement conflictuelle. Sur cette question, la Russie a une attitude très ambivalente qui provoque une forte méfiance des Turcs : Moscou ne soutient pas militairement les forces kurdes en Syrie, mais elle reconnaît leur représentation politique, le PYD (Parti de l'union démocratique) qui dispose d'un bureau officiel à Moscou.

Ces tensions sont un des facteurs qui expliquent le rapprochement turco-ukrainien. Ankara utilise Kiev pour équilibrer ses relations avec Moscou et pouvoir en cas de besoin lui envoyer des signaux forts. A plusieurs reprises, elle s'est prononcée en faveur du respect de l'intégrité

¹⁰ Şener Aktürk, « Relations between Russia and Turkey before, during, and after the failed coup of 2016 », *Insight Turkey*, hiver 2019, Vol. 21, n° 4, <https://www.insightturkey.com/file/1201/relations-between-russia-and-turkey-before-during-and-after-the-failed-coup-of-2016>.

territoriale de l'Ukraine et elle n'a pas reconnu l'annexion de la Crimée par la Russie¹¹. De plus, elle a développé une coopération militaire poussée avec l'Ukraine, lui livrant des équipements militaires, notamment des drones, que ses partenaires occidentaux lui ont refusés. Elle se dote ce faisant de moyens de pression sur la Russie pour l'amener à tenir compte de ses préoccupations en Syrie.

*

* *

La politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique s'inscrit dans la continuité de la politique extérieure turque. La lente mais quasi-rupture avec ses alliés occidentaux traditionnels incite la Turquie à se rapprocher d'autres espaces géopolitiques pour mieux gérer son isolement.

Le monde arabo-musulman a été une première option pour Erdoğan, notamment dans les années qui ont précédé les printemps arabes, période pendant laquelle la Turquie jouissait dans cette région d'un grand prestige. Face aux faillites des printemps arabes, perçues comme des échecs pour le modèle AKP incarné par Erdoğan, l'ouverture ou le renforcement des liens avec l'ex-URSS a été vu comme une alternative pour défendre les intérêts du pays. Mais à l'image d'une Turquie qui hésite entre l'Est et l'Ouest, sa politique en Eurasie est quelquefois difficile à lire. Ankara a en particulier du mal à se positionner par rapport à la Russie tantôt rivale, tantôt partenaire. Cette relation complexe avec Moscou va perdurer dans tout l'espace postsoviétique qui à la fois les unit et les divise.

¹¹ Dmytro Kuleba, « Strong Ukraine-Turkey partnership holds the key to Black Sea security », *Atlantic Council*, 28 octobre 2021, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/strong-ukraine-turkey-partnership-holds-the-key-to-black-sea-security/>.

Pour citer ce chapitre : Bayram Balci, « D'un ancrage à l'Ouest à de nouvelles opportunités à l'Est, la politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERJ*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.